



Politique de changement climatique et autonomisation des femmes d'Afrique centrale et de l'Ouest

Analyse de la perception des acteurs institutionnels

MESSAGES CLES

- Bien que les femmes soient particulièrement exposées aux effets du changement climatique, elles restent souvent marginalisées dans les processus décisionnels.
- Les besoins spécifiques des femmes devraient être mieux intégrés dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de changement climatique.
- Le leadership féminin à savoir leur capacité à influencer, orienter et mettre en œuvre des initiatives résilientes devrait être exploité comme levier de lutte contre le changement climatique local.

▪ EAUtonomy / ©GRAAD Burkina

Les notes politiques sont publiées par le GRAAD Burkina avec l'appui technique et financier de ses principaux partenaires. Ces notes ont pour but de fournir des analyses de haute qualité et de recommandations pratiques destinées aux décideurs sur les questions importantes du développement.

Les notes politiques du GRAAD Burkina sont basés sur des thématiques spéciales et ont pour but de stimuler la discussion et la prise de conscience. Le CRDI en tant que partenaire neutre n'approuve pas nécessairement les opinions exprimées

Accédez librement et gratuitement à toutes notes politiques sur le site web ou les blogs thématiques du GRAAD Burkina | www.graadburkina.org



▪ *Un barrage en voie de tarissement*

©GRAAD Burkina

Contexte

Le changement climatique est une préoccupation mondiale et les pays d'Afrique centrale et de l'Ouest ne sont pas en reste. Les conséquences les plus tangibles sont essentiellement, la dégradation des terres, la variabilité des pluies affectant les moyens de subsistance.

En effet, seulement 30% de la population d'Afrique centrale a accès à l'eau potable contre 49% en Afrique de l'Ouest en 2020. Quant à l'accès aux infrastructures d'assainissement, il est de 4% en Afrique centrale et de 14% en Afrique de l'Ouest (WaterAid, 2021 ; ONU, 2023).

Ces conséquences semblent hétérogènes suivant le genre au Burkina Faso en raison de l'accès limité des femmes à la terre et aux crédits. Plus de 50% du temps quotidien des femmes est absorbé par les TSNR, qui en assument plus de 75. En milieu rural, on estime à 12 heures le temps de travail supplémentaires par semaine pour les femmes/hommes (CRES, 2024 ; ILOSTAT, 2024).

Cette situation freine leur autonomisation économique et réduit l'efficacité globale des politiques.

Toutefois, les politiques nationales inspirées de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique mettent un point d'honneur sur l'inclusion du genre. Nonobstant, l'intégration effective du genre dans les stratégies climatiques demeure encore insuffisante. Ainsi, l'autonomisation économique de femmes est un enjeu stratégique pour un développement inclusif et durable.

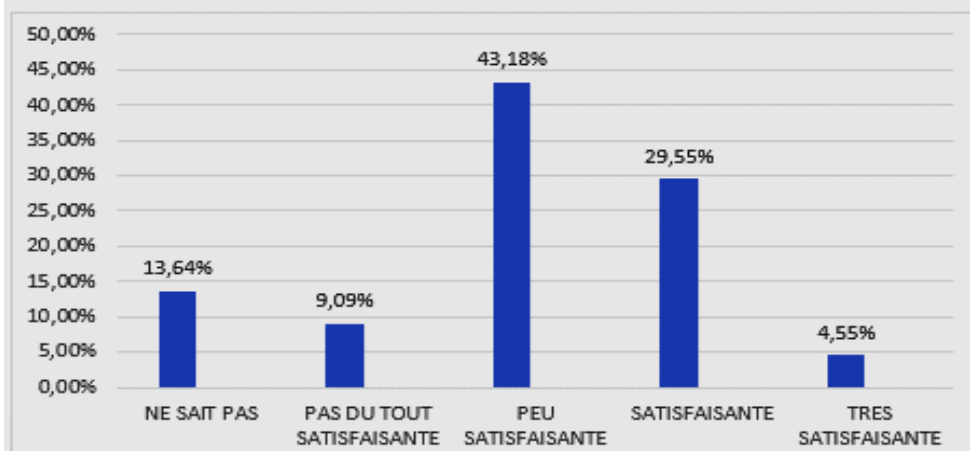
L'analyse

L'objectif général de cette étude est d'analyser le niveau d'intégration du genre dans les politiques climatiques en Afrique centrale et de l'Ouest par le biais des acteurs institutionnels. Spécifiquement, l'étude analyse dans un premier temps la perception globale des acteurs institutionnels de l'inclusion des questions d'autonomisation des femmes dans les politiques publiques de changement climatiques. De même, nous faisons une analyse plus détaillée par pays.

Méthode

Afin d'aboutir à nos objectifs, nous adoptons une méthode de choix raisonné, portant sur 45 institutions d'Afrique centrale et de l'Ouest.

Graphique 1 : Prise en compte de l'autonomisation des femmes dans les politiques de changements climatiques



▪ **Source :** Enquête recherche EAUtonomy, 2026

©GRAAD Burkina

En effet, cette enquête auprès des œuvrant dans le changement climatique ou/et dans l'autonomisation des femmes, nous a permis de collecter les avis des experts du domaines.

Le traitement et l'exploitation des données ont été faits essentiellement avec les logiciels Excel, SPSS et Stata.

Résultats

Un décalage profond entre les besoins du terrain et les réponses des politiques publiques actuelles...

Près de la moitié des répondants (43,18%) jugent la prise en compte de l'autonomisation des femmes comme "peu satisfaisante".

Cela signifie que le public reconnaît que le sujet est abordé, mais de manière superficielle ou symbolique. Les politiques sont perçues comme des intentions sans actions transformatrices réelles.

Si l'on ajoute à cela les 9,09% qui ne sont "pas du tout satisfaits", on obtient 52,27% de perceptions négatives. Le taux de 13,64% de personnes qui "ne savent pas" est significatif.

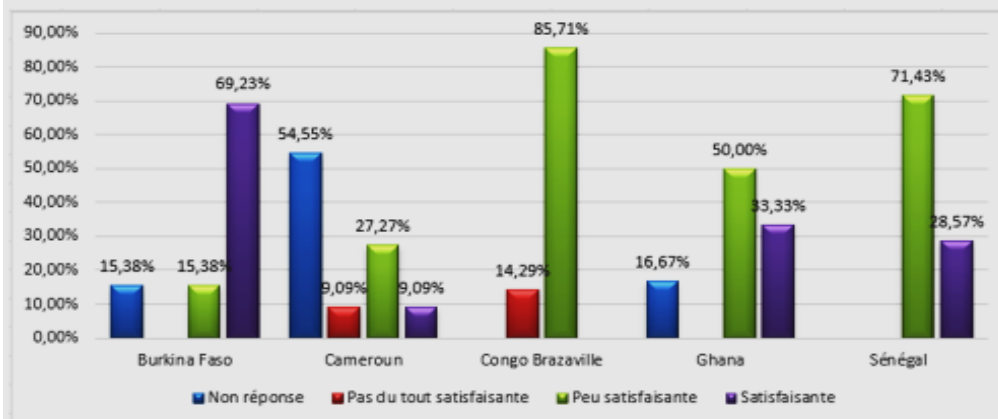
Cela peut révéler une méconnaissance du sujet par une partie de la population ou une opacité des politiques climatiques qui ne communiquent pas assez sur leur dimension sociale et de genre.

Le cumul des opinions négatives reflète une réalité vécue : les femmes sont souvent les premières impactées par le changement climatique (gestion de l'eau, agriculture de subsistance), mais restent les dernières consultées dans les sphères de décision. La faiblesse du score "très satisfaisant" (4,55%) montre que le chemin vers une véritable autonomisation est encore perçu comme un horizon lointain.

... une tendance qui met en évidence un déficit d'intégration du genre dans les politiques publiques de changement climatiques ...

Au Burkina Faso, les perceptions des acteurs institutionnels sont globalement orientées vers une prise en compte des besoins des femmes dans les politiques publiques de changement climatique à hauteur de 69,23% contre 33,33% au Ghana, 28,57% au Sénégal et 27,27% au Cameroun.

Graphique 2 : Politiques de changements climatiques et prise en compte des besoins des femmes



... une tendance qui met en évidence un déficit d'intégration du genre dans les politiques publiques de changement climatique ...

Au Burkina Faso, les perceptions des acteurs institutionnels sont globalement orientées vers une prise en compte des besoins des femmes dans les politiques publiques de changement climatique à hauteur de 69,23% contre 33,33% au Ghana, 28,57% au Sénégal et 27,27% au Cameroun.

Toutefois, des progrès s'avèrent nécessaires. Au Congo Brazaville, 16,67% des répondant ne sont pas du tout satisfaits contre 9,09% au Cameroun. Cette perception interpelle sur l'urgence des reformes des politiques de changement climatique aussi bien dans le fond que sur le terrain au regard de la méconnaissance des politiques en vigueur par certains acteurs.

Dans la majorité des pays étudiés, à l'exception notable du Burkina Faso, les acteurs institutionnels expriment une insatisfaction quant à la prise en compte des besoins des femmes dans les politiques de changement climatique, avec des proportions élevées de réponses « peu satisfaisantes » (atteignant jusqu'à 85,71 % au Congo-Brazzaville).

Implications politiques

... Dans un contexte pareil, la prise en compte de toutes les couches sociales est plus que nécessaire.

- Mettre en place des plateformes de concertation multi-acteurs incluant les sociétés civiles féminines, les associations de femmes/filles afin d'assurer l'application effective des recommandations et des bonnes pratiques en matière de participation à la prise de décision dans le domaine du changement climatique ;
- Le renforcement de l'autonomisation des femmes/filles via l'eau, l'assainissement et le climat exige des reformes contraignantes (quotas, budgets, normes) et des innovations opérationnelles (entrepreneuriat féminin) reliant pouvoir économique et pouvoir décisionnel ;
- Pour pallier les effets du changement climatique, il faut renforcer les partenariats entre l'état et les partenaires techniques et financiers et ONG, le secteur privé, ainsi que les associations de femmes afin de favoriser l'inclusion, la participation et promouvoir les programmes intégrant bien la problématique de l'autonomisation des femmes.

▪ **Source :** Enquête recherche EAUtonomy, 2026

©GRAAD Burkina

Références

- International Labour Organization (ILOSTAT) (2024). The impact of care responsibilities on women's labour force participation
- CRES (2024). Travail domestique non rémunéré et économie du soin au Burkina Faso : rapport de concertation régionale. Consortium régional pour la recherche en économie générationnelle.
- WaterAid (2021). Mission-critical: Invest in water, sanitation and hygiene for a healthy and green economic recovery. London: WaterAid.
- ONU (2023). Progress on household drinking water, sanitation and hygiene 2000–2022: Special focus on gender.

Auteurs

Robert Bicaba, Gountiéni D. Lankoandé

Remerciements

Equipe du GRAAD THINK TANK



Soutien technique et financier

Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada)

